

**Communiqué de presse****Communications Nouveau-Brunswick****Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick****Présentation relative à la Loi sur l'équité salariale  
(04/11/23)**

NB 1333

le 23 novembre 2004

FREDERICTON (CNB) - La présidente de la Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick, Alanna Palmer, a fait une présentation, vendredi dernier, au comité de l'Assemblée législative responsable du projet de loi 77, ou la *Loi sur l'équité salariale*. Cette présentation est annexée, tout comme la soumission qu'a faite la Commission des droits de la personne à la table ronde sur l'écart de rémunération en juin de 2003. Ces présentations relèvent du mandat de la commission qui est d'administrer la *Loi sur les droits de la personne*, de favoriser la compréhension et l'observation de la *Loi*, et d'élaborer et de diriger des programmes éducatifs visant à éliminer les pratiques discriminatoires.

M<sup>me</sup> Palmer a exprimé trois messages clés.

- Le droit à une rémunération égale pour un travail de valeur égale est un droit de la personne fondamentale.
- La commission est d'avis qu'il y a un besoin urgent de prendre des mesures concrètes concernant les écarts salariaux. Elle appuie également l'approche de volontarisme adopté par le gouvernement suite au rapport sur l'écart salarial. Elle soutient, cependant, qu'on doit attribuer des ressources additionnelles à la commission afin qu'elle soit en mesure d'investir davantage dans ses efforts éducatifs de sorte que les femmes du Nouveau-Brunswick, et tout autre groupe touché par la disparité salariale, aient suffisamment confiance pour faire valoir leurs droits à l'équité et pour se prévaloir, au besoin, du mécanisme de plainte prévu dans la *Loi sur les droits de la personne*.
- Cependant, si le gouvernement devait adopter une loi protégeant l'équité salariale, la responsabilité de l'établissement, du contrôle et du respect de normes concrètes en matière d'équité salariale doit relever de la Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick.

La *Loi sur les droits de la personne* prévoit qu'une personne qui se croit victime de discrimination en raison de son sexe dans le secteur de l'emploi puisse déposer une plainte à la commission. La commission fera enquête sur des plaintes de discrimination directe et indirecte, y compris les plaintes de discrimination systémique. Ainsi, une femme, ou un groupe de femmes, qui se croient lésées en raison d'échelles salariales ou de pratiques qui les traitent différemment des hommes peuvent porter plainte auprès de la commission.

Certaines l'ont fait. Par exemple, en 1986 la Commission des droits de la personne a plaidé à la première et unique commission d'enquête du Nouveau-Brunswick sur une plainte en matière d'équité salariale. Ainsi, la Kings Landing Corporation a reçu l'ordre d'ajuster le salaire de 30 travailleuses et a dû payer à chacune 100 \$ en dommages-intérêts symboliques pour atteinte à leur dignité.

Dans un autre cas, des avocates d'un grand service public se sont plaintes parce qu'elles étaient payées moins que leurs collègues masculins d'une autre division du service. La plainte a été réglée et le salaire des avocates de la division a été ajusté.

Ces cas, entre autres, constituent des exemples de femmes de la province qui ont pu obtenir réparation pour des écarts salariaux dont elles étaient victimes à leur travail, en déposant une plainte en vertu des dispositions de la *Loi sur des droits de la personne*.

Cette approche concorde avec les approches actuelles adoptées au Canada, par le gouvernement fédéral et par les gouvernements du Québec et de l'Ontario. En fait, le rapport de la Commission Abella sur l'équité en matière d'emploi établie au milieu des années 80 le recommandait et elle demeure une méthode prouvée et fructueuse d'atteindre une plus grande équité en matière d'emploi.

Il est évident qu'on doit investir des ressources additionnelles dans la commission afin qu'elle puisse assurer la responsabilité de promouvoir et de surveiller les plans d'équité salariale des employeurs de la province.

En terminant, M<sup>me</sup> Palmer a répété que « l'équité salariale est un droit humain fondamental et que la Commission des droits de la personne est l'organisme qui peut le mieux promouvoir, surveiller et appliquer l'équité salariale. »

La présentation au Comité permanent de modification des lois le 19 novembre 2004 relativement au projet de loi 77 est disponible à l'adresse :

<http://www.gnb.ca/hrc-cdp/f/equite-salariale-presentation-Commission-droits-de-la-personne.pdf>

La soumission à la table ronde sur l'écart salarial est disponible à :

<http://www.gnb.ca/hrc-cdp/f/equite-salariale-soumission-Commission-droits-personne-table-ronde.pdf>

2004-11-23

PERSONNE-RESSOURCE : Alanna Palmer, Présidente, Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick, 1-888-471-2233.

2004-11-23

[Courrier électronique](#) | [Coordonnées](#) | [Décharge](#) | [Déclaration de confidentialité](#)